

### EN BREF

En matière d'énergie, les efforts portent essentiellement sur la sensibilisation du public. Le recours aux énergies alternatives reste encore marginal. Des efforts sont engagés ces dernières années par les collectivités locales pour limiter les déchets à la source ou les valoriser, mais l'élimination des déchets ménagers demeure dominée par l'incinération réalisée à l'extérieur du Parc.

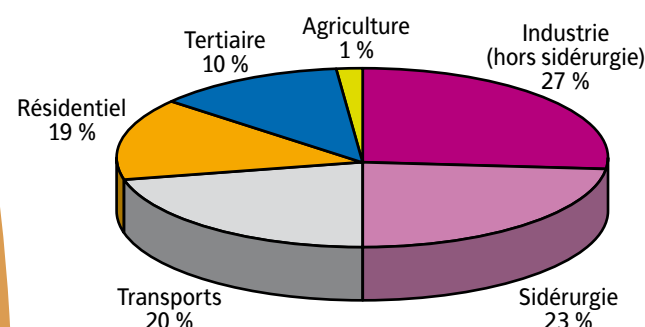
Du fait de la croissance démographique, de l'étalement urbain et du développement des transports, la consommation énergétique et les volumes de déchets produits sont en augmentation constante sur la région, comme sur le territoire du Parc. Les politiques actuelles intégrant la préservation de l'environnement mènent des réflexions transversales sur ces évolutions et les émissions de gaz à effet de serre (GES).



## Énergie et émissions de gaz à effets de serre

La consommation énergétique en région Nord-Pas-de-Calais reste élevée : 14 TEP (Tonne équivalente pétrole) en 2003, ce qui représente 9 % de la consommation nationale pour 6,6 % de sa population.

Entre 1990, période de référence des accords de Kyoto, et 2002, nos émissions de GES au niveau régional ont augmenté de 8,5 %, soit une moyenne de 0,7 % par an. Cet accroissement est principalement dû au secteur résidentiel et aux transports, même si le premier émetteur de CO<sub>2</sub> est le secteur industriel (et la sidérurgie), pour 50 % des émissions.



### Emissions de gaz à effet de serre

La règle des quotas d'émission de CO<sub>2</sub> voulue par le protocole de Kyoto concerne 123 sites industriels du Nord-Pas-de-Calais (1 500 en France). Deux entreprises se situent sur le territoire : BOMBARDIER TRANSPORT FRANCE SAS à Crespin et la Centrale Thermique à Hornaing, et 3 autres aux abords du Parc (LEROUX SAS à Orchies, LWB REFRACORIES SA et le Centre Hospitalier tous deux à Valenciennes).

### Des actions à l'échelle des territoires

Des opérations de sensibilisation de la population aux économies d'énergies sont menées à différentes échelles.

Le Conseil régional et ses partenaires lancent le programme ISOLTO pour réduire la facture énergétique des ménages, améliorer le confort des habitations et diminuer les émissions.

Le SCoT du Douaisis qui est en cours d'élaboration

(1/3 du territoire du Parc naturel régional Scarpe-Escout) a réalisé, en partenariat avec l'ADEME et le Conseil régional, une Étude de Programmation Énergétique (EPE). Cette étude a permis d'établir un état des lieux du territoire du SCoT en matière d'énergie, recensant ses forces et ses faiblesses. Elle s'est poursuivie avec le lancement d'une consultation en août 2007 pour la réalisation d'un Plan Climat Territorial visant à lutter contre les émissions de GES et à s'adapter au réchauffement climatique.

Sur le territoire du Parc Scarpe-Escout est mené actuellement un contrat ATenEE (Actions Territoriales pour l'Environnement et l'Efficacité Énergétique). Une des actions pilotes est le Conseil d'Orientations Énergétiques (COE) ayant 3 objectifs :

- connaître la situation en matière de consommation d'eau et d'énergie du patrimoine de 21 collectivités sur le territoire du Parc Scarpe-Escout ;
- cerner et chiffrer les enjeux propres à leur patrimoine (bâtiments et éclairages publics) pour une utilisation rationnelle de l'énergie et des émissions des gaz à effet de serre ;
- sensibiliser et former les collectivités publiques au suivi de leur consommation.

150 bâtiments et 362 coffrets d'électricité ont été diagnostiqués. 4 423 factures d'énergie et d'eau (3 années de facturation) ont été analysées. Ce travail s'étend sur 16 communes (soit une population de 48 500 hts) et 5 intercommunalités.

Il en résulte que ces communes consomment de 235 à 600 kWh par an et par habitant pour les bâtiments communaux et l'éclairage public. Certaines d'entre elles consomment donc 3 fois plus d'énergie par habitant que d'autres pour le même service rendu. Elles dépensent en moyenne 24 € par an et par habitant pour ces consommations dans une fourchette allant de 20 € à 41 € suivant les communes.

D'autre part, en 2003, le Nord-Pas-de-Calais a été la première région à se doter d'un Schéma éolien établissant les zones propices d'implantation. Elle a ainsi suivi le programme Éole 2005, lancé en 1996, qui prévoit d'atteindre une capacité éolienne

pour la France de l'ordre de 10 000 à 15 000 MW à l'horizon 2010. D'autres structures telles que la CAD, la CCCO, le Parc Scarpe-Escout et bientôt l'Arrondissement de Valenciennes, précisent ce schéma à l'échelle de leur territoire en établissant des Zones de Développement Éolien (ZDS).

### Lieux de production d'énergie et sources d'énergies renouvelables

La directive européenne du 27 septembre 2001 prévoit qu'en 2010, 21 % de la production d'électricité devra être produite à partir d'énergies renouvelables. Bien que marqué par l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie, le contexte régional et local est favorable à la promotion de ces énergies ainsi qu'à l'utilisation de ressources locales. Cependant, les sites de production d'énergies renouvelables restent encore peu nombreux.

Concernant le solaire thermique, on dénombre sur le territoire 30 installations pour 180 m<sup>2</sup> de panneaux solaires (au mois de novembre 2006). Quelques installations photovoltaïques ont été installées.

On recense une chaufferie collective au bois à Landas. Des études de préfaisabilité sont aujourd'hui en cours sur d'autres sites du territoire du Parc, ainsi qu'une réflexion sur la ressource en bois. Notons également l'opération de TCCR (taillis à très courte rotation) par l'entreprise Leroux à Orchies.

La valorisation du biogaz du centre d'enfouissement des déchets est mise en oeuvre à Lewarde, à proximité du territoire, qui produit 20 GWh avec 160 000 t de déchets par an. ■



## La gestion des déchets

Chaque année, les quantités de déchets augmentent. Leur prise en compte représente un enjeu fort pour la région Nord-Pas-de-Calais qui doit faire face à deux importants gisements : celui des ménages (environ 2,6 millions de tonnes de déchets ménagers produits en 2005) et celui de ses activités industrielles et sidérurgiques (2 millions de tonnes de déchets industriels).

En 2001, chaque habitant de la région était à l'origine de 601 kg de déchets. Ce poids qui ne cesse d'augmenter explique que les politiques en matière de gestion des déchets, compétences aujourd'hui dévolues aux EPCI, s'orientent vers la limitation des déchets à la source, leur valorisation matière et énergétique et la sensibilisation du public (au tri, au compostage, à l'apport volontaire en déchèterie...).

À l'échelle départementale est élaboré, suite à un inventaire, un Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PDDEMA). Celui du Nord qui date de 2001 fixe en particulier 2 échéances de référence en matière de gestion des déchets : un taux de valorisation matière de 50 % (déchets entrant dans le tri) en 2005 et un taux de valorisation effective de 50 % (déchets effectivement triés) en 2010. D'autres plans plus spécifiques ont également vu le jour tel que celui concernant la gestion des déchets du BTP pilotée par la DDE Nord (en 2004).

### Organisation territoriale

À l'échelle intercommunale, où s'appliquent les recommandations du plan, les infrastructures et filières, de la collecte à l'élimination en passant par le tri, le recyclage et la valorisation sont en perpétuel développement. La répartition des compétences n'est pas très clairement définie par les textes et s'avère assez complexe à cerner.

De manière générale, les intercommunalités conservent l'exercice de la compétence "collecte" au sens strict et transfèrent l'exercice de la mission "traitement" au sens large, en s'associant pour former des syndicats. On en dénombre 4 sur le territoire d'étude : le Syndicat Mixte de Gestion des Déchets Ménagers (SYMIDEME) pour la CCCP et la CCEP, le Syndicat Inter Arrondissement Valorisation

et Élimination des Déchets (SIAVED) pour la CAPH et la CCCO, le Syndicat Mixte d'Élimination et de Valorisation des Déchets (SYMEVAD) pour la CAD et le Syndicat pour l'Élimination et la Valorisation des Déchets Ménagers et Assimilés (ECOVALOR) pour la CCRVS et la CAVM.

### Répartition des structures

Les services de collecte et de tri des déchets ménagers sont bien implantés, leur mode d'élimination passe essentiellement par l'incinération. Les Usines (UIOM) les plus proches sont celles de Douchy-les-Mines et de St Saulve, hors territoire d'étude. Les déchets d'emballage sont récupérés par les centres de Tri d'Anzin et de Lourches. Les encombrants sont dirigés vers le centre d'enfouissement technique (CET) de St Amand ainsi que ceux de Lewarde et Curgies. Leur ramassage plus ponctuel et la fermeture des déchèteries brutes depuis 2002 posent encore des problèmes. En effet, malgré les différents services mis en place, les éco-gardes du Parc recensent régulièrement à l'échelle des communes du Parc des dépôts sauvages (pneus, encombrants...).

Néanmoins, la présence de déchetteries dispersées sur le territoire (6 sur le territoire d'étude dont 1 en projet, 12 sur les communes avoisinantes) constitue une bonne alternative. La valorisation par ressourcerie la plus proche est à Valenciennes.

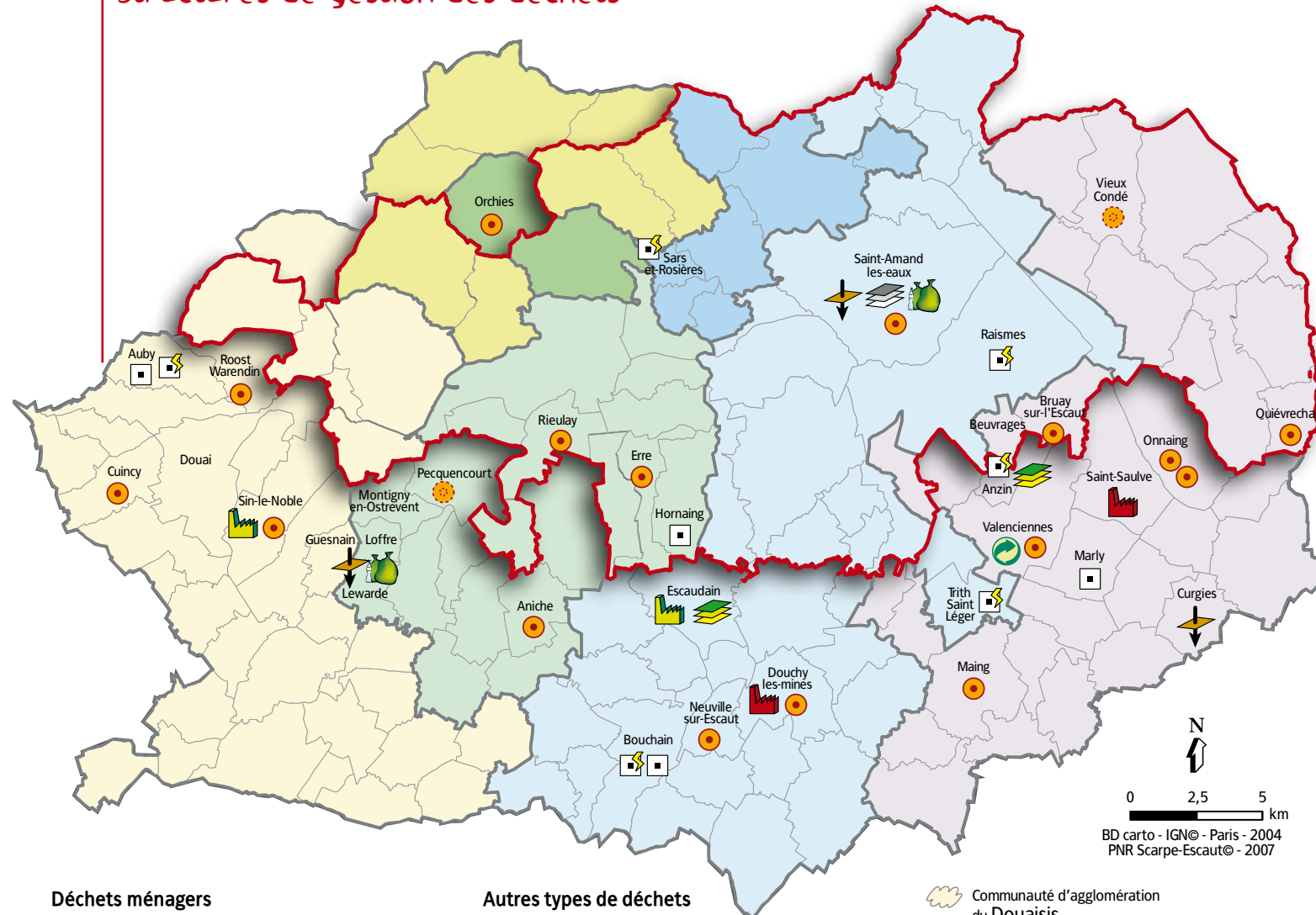
Les déchets industriels, quant à eux peuvent suivre les circuits collectifs avec le centre de Tri de St Amand ou encore les déchèteries de classe 2 de St Amand et de Lewarde (avec valorisation du biogaz), ou des circuits individuels. On dénombre deux installations individuelles de valorisation sur le territoire du Parc, pour les déchets plastiques à Sars et Rosières et pour les déchets de battitures de laminage (petits éclats métalliques suite à la déformation du métal) à Raismes.

Il existe 2 usines de compostage à proximité du territoire, à Sin-le-Noble et Lourches.

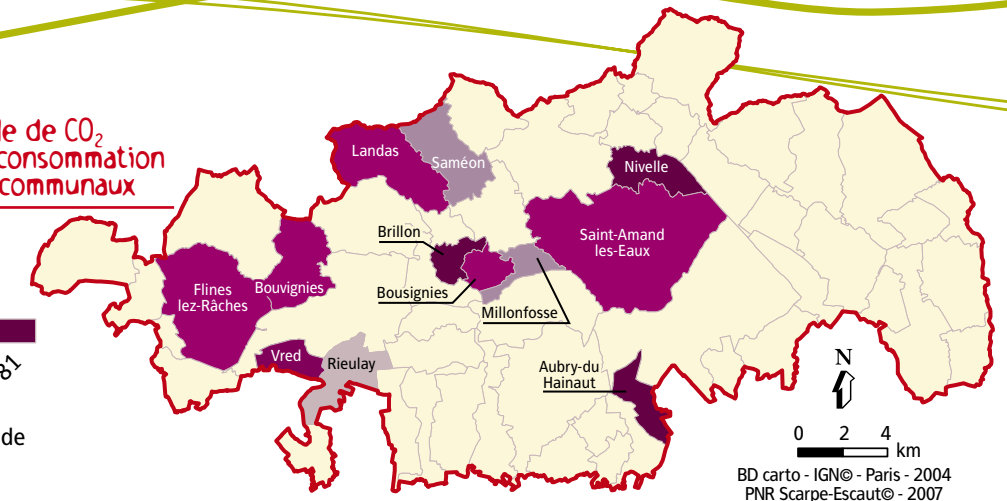
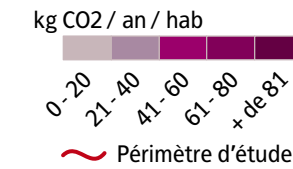
Enfin, concernant les boues (considérées légalement comme des déchets), celles d'épuration sont pour la plupart épandues sur les terres agricoles et celles de dragage sur zones de dépôts. ■



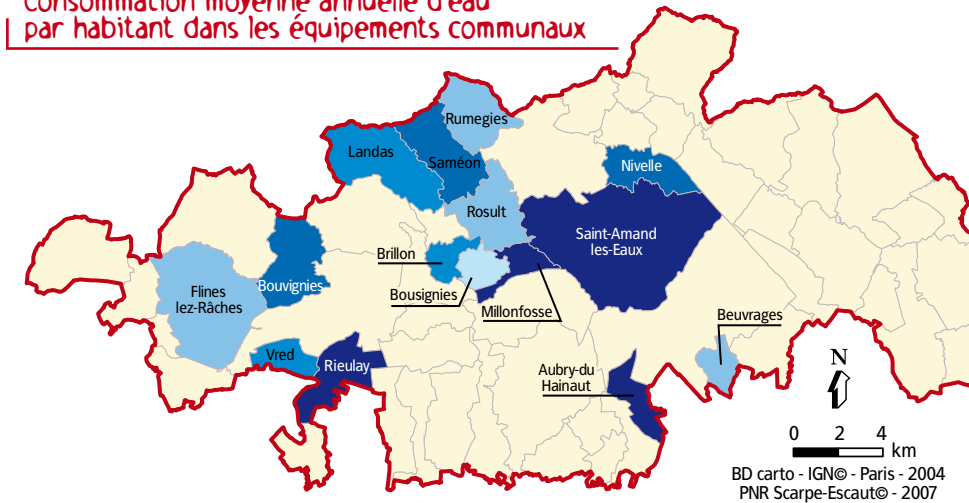
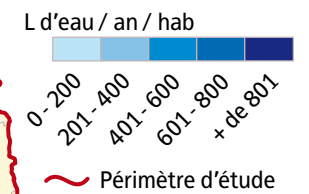
### Structures de gestion des déchets



### Émission moyenne annuelle de CO<sub>2</sub> par habitant à partir de consommation d'énergie des bâtiments communaux



### Consommation moyenne annuelle d'eau par habitant dans les équipements communaux



### Énergie alternative dans le Parc

- 1 Solaire thermique individuel
  - 1 Installation solaire collective
  - 1 Chauffage collectif au bois
  - 1 Photovoltaïque collectif
  - 1 2 Nombre d'installations par commune
  - 1 Installateur "Qualisol"
- Périmètre d'étude

